

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/2

18 mai 1998

(98-1954)

CONFERENCE MINISTERIELLE

Deuxième session

Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

BAHREIN

Déclaration distribuée par S.E. M. Ali Saleh Al-Saleh

Ministre du commerce

Au nom du gouvernement de Bahreïn, j'aimerais remercier le gouvernement suisse, le Président du Conseil général et le Directeur général, M. Ruggiero, ainsi que ses collaborateurs, pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de préparer cette deuxième Réunion ministérielle de l'OMC et le cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral.

Il nous a fallu 50 ans pour arriver à ce moment où nous pouvons réellement prétendre avoir fait des progrès sur la voie de la libéralisation du commerce dans le cadre du système commercial multilatéral. L'augmentation du volume des échanges mondiaux observée en 1997 fait suite au processus de mondialisation, et bien que ce processus se poursuive, la crise monétaire asiatique pourrait avoir des incidences sur les résultats de 1998, de sorte que nous devons faire tout notre possible pour atténuer les effets éventuels en offrant des avis et une assistance par le biais d'organisations internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC afin qu'une crise analogue ne se produise pas dans d'autres régions.

Nous pouvons réfléchir à un certain nombre de succès enregistrés depuis notre première Réunion ministérielle à Singapour; le protocole sur les télécommunications de base et l'aboutissement des négociations sur les services financiers consacrent la réussite de l'OMC pendant cette période et nous espérons que les tâches laissées en suspens par les autres groupes de travail seront menées à bien et que les conclusions seront soumises, pour examen, à notre prochaine conférence.

La mise en oeuvre de l'Accord sur l'OMC continuera de dépendre dans une large mesure de l'assistance technique fournie par le Secrétariat de l'OMC et d'autres organisations internationales ainsi que du soutien financier apporté par certains pays développés pour organiser des ateliers sur les prescriptions et obligations énoncées dans les divers Accords de l'OMC, et nous espérons que cette assistance se poursuivra et s'intensifiera à l'avenir.

Nous estimons que le processus d'accession est long et nous sommes très favorables à une accélération de la procédure, en particulier pour les pays du Golfe et les pays arabes comme le Royaume d'Arabie saoudite, le Sultanat d'Oman, le Royaume de Jordanie, la République algérienne et la République du Soudan; nous pensons que ces pays candidats à l'accession ne devraient pas être tenus d'assumer des obligations plus importantes que celles qui sont imposées aux Membres actuels. Nous partageons également l'avis selon lequel il faudrait tenir compte du niveau de développement économique des pays accédants lorsqu'on leur accorde des périodes de transition.

./.

D'ici à la fin de 1999, les périodes de transition prévues dans certains accords viendront à expiration; de nombreux pays en développement ne seront peut-être pas encore prêts à mettre pleinement en oeuvre ces accords et nous souhaiterions que l'on envisage dans ces cas de prolonger la période de transition.

Pour sa part, Bahreïn apporte actuellement à sa législation commerciale les modifications requises pour se conformer aux prescriptions de l'OMC.

Nous appuyons sans réserve l'idée de tenir la troisième Conférence ministérielle en 1999, c'est-à-dire à la veille du nouveau millénaire, et il faudrait inscrire à son ordre du jour des questions qui sont importantes pour s'assurer que les pays en développement ne sont pas marginalisés par le processus futur de mondialisation de même que d'autres questions présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, comme le pétrole et les produits pétrochimiques ainsi que le transfert de technologie.

Bahreïn est un petit Etat insulaire qui a opté pour le régime de marché ouvert. Nous pensons que le processus de mondialisation offre les meilleures chances d'arriver à une croissance durable à l'échelle de la planète et, à notre avis, cette croissance est la clé d'un environnement international plus sûr et nous devons tous faire cet effort supplémentaire pour assurer les succès des négociations futures.
